

07/09/09

Noticias de Quilmes (*Nouvelles de Quilmes*)

Les membres de l'assemblée environnementale poursuivront leur lutte au delà de la décision de la Cour de La Haie

Une semaine avant le début des audiences devant la Cour internationale de La Haie, cet après-midi, à Gualeguaychú, on a ratifié la poursuite de la lutte, « pour que les industries sales ne viennent pas nous apporter leurs déchets ».

Une semaine avant le début des audiences devant la Cour de La Haie, les membres de l'assemblée de Gualeguaychú étaient donc aujourd'hui, encore une fois, en tête d'une longue marche contre l'usine de pâte à papier finnoise Botnia. Ils ont ratifié leur intention de maintenir leurs revendications, même si la décision de la Cour ne leur donne pas raison.

Sous le slogan «C'est la vérité qui le revendique d'elle même: Botnia, dehors!», Sur le pont international Général San Martín, les manifestants ont réaffirmé cette revendication commune : que la Cour internationale ordonne le «démantèlement» de l'usine finnoise. Ils ont aussi rejeté les voix qui, depuis le pays voisin, parlaient d'une décision «de Salomon» qui permettrait de reprendre le dialogue bilatéral.

« Quelle que soit la décision, nous allons poursuivre notre lutte pour que les industries sales ne viennent pas nous apporter leurs déchets », ont signalé les membres de l'assemblée dans la déclaration lue sur le pont international, au terme de la marche.

Ils ont même ajouté que leur intime conviction, c'est que « Botnia pollue », si bien que « la seule manière de résoudre le conflit, c'est le démantèlement ». Ils dévalorisaient ainsi la proposition du candidat du Front élargi à la présidence de l'Uruguay, M. José Mujica, selon qui Botnia devrait investir dans des projets touristiques à Gualeguaychú, en échange de la levée du blocage sur la route 136.

« Aucune réparation ne peut compenser ce qu'elle cause de manière permanente dans une ressource épuisable et dans tout ce qui y habite et qui y vit grâce à cette ressource . Aucune solution n'est possible tant que Botnia restera là où elle est », ont souligné les membres de l'assemblée, qui bloquent le pont international depuis presque trois ans.

En attendant la diffusion des éléments de preuve que le gouvernement argentin va produire devant l'organe judiciaire principal de l'ONU, les membres de l'assemblée environnementale ont demandé aux juges de la Cour de La Haie de « ne pas privilégier la rentabilité des multinationales au détriment d'un mode de vie digne et salubre pour des populations entières ».

Les membres de l'assemblée ont lancé les accusations les plus dures à l'encontre du président Tabaré Vázquez, qu'ils blâment d'avoir « délivré la population à la Finlande et à Botnia ». Quant à la présidente Cristina Kirchner, ils lui ont encore demandé de « faire obstacle » au fonctionnement de Botnia par application du Code des douanes et en prenant la « décision politique » de s'engager sur l'adoption d'une loi nationale du bois.

« Les enfants ne pourront pas se développer correctement s'ils respirent de l'acide sulfhydrique, et vous aussi, vous serez responsable, Mme la Présidente, de ce qui adviendra. Aujourd'hui, plus que jamais, nous exigeons que justice soit rendue à La Haie, pour que Botnia s'en aille » ont conclu les activistes de l'assemblée.

La concentration était lente, mais incessante; à un moment où la manifestation avait déjà fait un long parcours, les voitures, les camionnettes et les bus continuaient d'arriver apportant des riverains qui, comme des rangées de fourmis, allaient et venaient partout avec leurs familles.

Dans l'après-midi, une prière œcuménique a eu lieu sur la tête du pont, animée par le prêtre de la Cathédrale de San José de Gualeguaychú, P. Mauricio Landra, des pasteurs et d'autres ministres religieux.

« On nous a dit de ne pas nous en mêler, car l'église catholique et les autres religions doivent s'occuper de leurs affaires. Mais il arrive que cette lutte est aussi notre affaire! Et cette terre, c'est aussi la terre de nos familles et de nos amis, de ceux qui travaillent du lever au coucher du soleil, la terre que nous voulons laisser en héritage », a souligné le P. Landra devant la foule qui écoutait dans le plus grand silence.

La prochaine présentation argentine devant la Cour internationale aura lieu lors des audiences orales à La Haie, prévues du 14 septembre au 2 octobre. La décision finale est attendue en mars ou en avril 2010.